

# L'APPEL de VITRE

Le 8 avril, le 1<sup>er</sup> ministre et le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé étaient en Bretagne, à VITRE, où ils visitaient une entreprise et la maison de l'emploi.

A l'appel d'une intersyndicale SUD-CGT-SNU-CFDT-UNSA près de 100 agents des DIRECCTE de Bretagne et des Pays de Loire, toutes catégories et principalement des contrôleurs du Travail, se sont rendus à leur rencontre pour exprimer, avec calme mais détermination, leur volonté de voir aboutir :

1. les revendications des contrôleurs du travail d'une part :

Pas de reclassement au rabais dans le NES

Reconnaissance de la spécificité des missions des contrôleurs du travail, demandée depuis 1985 et insuffisamment reconnue en 1990 et en 2003

Passage dans la grille « A Type » de la fonction publique

2. D'autre part au-delà des revendications spécifiques aux contrôleurs, les agents présents souhaitaient protester contre les ravages de la RGPP (perte massive d'effectifs surtout en catégorie C et de moyens) qui pénalise les usagers et dégrade les conditions de travail de tous les agents.

Cette réunion à Vitré avait été organisée en toute transparence, la hiérarchie et la préfecture de région Bretagne en étaient avisées et les renseignements généraux n'avaient pas manqué d'interroger abondamment les responsables syndicaux connus de leur service. Le principe de la réception d'une délégation avait été obtenu la veille, il était fixé à la mairie de Vitré (située dans la cour du château de la ville à 15 minutes de la maison de l'emploi) avec un "conseiller technique" et un responsable de la DIRECCTE et ce durant la visite gouvernementale.

Arrivés sur la place de la maison de l'emploi à partir de midi, nous avons désigné notre délégation, représentant tous les départements présents et précisé son mandat. Peu avant 14H, le préfet de région en personne nous a téléphoné pour nous intimer l'ordre de nous éloigner gentiment, ce que nous avons refusé. Quelques minutes plus tard les forces de l'ordre qui avaient pour instruction de faire place nette, nous ont expulsé avec modération au début puis de plus en plus violemment, alors même que nous n'opposons aucune forme de résistance ou de rébellion, et ce afin de ne pas perturber la vue de nos éminences qui devaient instamment s'y rendre.



**Des agents du ministère du Travail en plein dialogue social avec des émissaires de leur propre ministre**

Par ailleurs il n'est ressorti aucune avancée ni le moindre début d'ouverture à l'issue de l'audience de la délégation de collègues avec le conseiller du Premier ministre, qui n'avait même pas l'air de savoir ce que fait un contrôleur du travail.

L'assemblée générale des agents de Bretagne et des Pays de Loire présents, après débat et examen des diverses initiatives passées et en cours, a décidé à l'unanimité d'appeler les agents de toutes les régions de France à se saisir de toutes les opportunités locales pour faire entendre plus fort encore les revendications que nous portions.

S'agissant plus particulièrement d'être entendus, avant la clôture des débats budgétaires qui entérineraient à l'automne, l'entrée dans le NES pour tous les contrôleurs du TRAVAIL au 01/01/2012,

Nous appelons :

### **Au niveau local et au quotidien**

Sur la base d'AG locales, à reprendre les unes ou les autres des initiatives déjà engagées depuis février 2011, notamment dans les départements de Bretagne et de Pays de Loire ou à en proposer d'autres :

- Refus de participer aux réunions organisées par l'encadrement
- Refus de saisir les CREMAS sur CAP SITERE ou les statistiques dans les services « hors section »
- Pose d'affichettes sur les portes des bureaux, information du public, saisine des élus locaux et des organisations syndicales interprofessionnelles...
- Mobilisations massives à l'occasion des déplacements en région de nos ministres

### **Au niveau National**

Nous appelons les organisations syndicales à porter plus haut encore la plate forme qu'elles ont adoptée depuis le 6 mai 2010 pour la reconnaissance d'un vrai statut pour les contrôleurs.

Nous leur demandons d'organiser dès à présent des initiatives nationales pour fédérer la colère qui s'étend et à laquelle on nous répond en nous expulsant manu militari lorsque nous tentons d'exprimer les raisons ne fusse que par notre seule présence devant notre ministre et le 1<sup>er</sup> ministre.

Au regard des échéances qui se rapprochent nous pensons qu'une première initiative devrait intervenir dès le mois de juin.

Même conscients des difficultés de tout ordre qui peuvent nous freiner,

**NOUS ENGAGEONS À TRAVERS CET APPEL DE VITRÉ TOUS LES COLLÈGUES À SE MOBILISER DANS L'UNITE ET EN MASSE :**

**CONTRE L'ENTRÉE DES CONTRÔLEURS DU TRAVAIL DANS LE NES**

**CONTRE LA RGPP**